

Le Maire de Bernay,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la route ;
Vu le code de la Voirie routière ;
Vu la demande le 16/12/2024 présentée par :

Demandeur : Blard Environnement.
Objet : Changement d'une cuve à déchets ménagers.
Adresse : Rue Guillaume le Conquérant.
Date : **Du jeudi 09 janvier 2025 au vendredi 17 janvier 2025.**

ARRETE

Article 1 : Autorisation

L'entreprise Blard Environnement est autorisée à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande par l'installation d'un camion benne afin de pouvoir procéder aux travaux de remplacement d'une cuve à déchets ménagers.

Le stationnement de tous véhicules, cycles, motocycles sera interdit sur trois emplacements plus l'emplacement PMR au droit du n°2 rue de la Concorde.

A charge au demandeur d'assurer la signalisation du camion pendant la durée des travaux.



Article 2 : Prescriptions techniques particulières

L'installation autorisée sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée.

Article 3 : Sécurité

Le bénéficiaire de l'autorisation devra prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers aux abords de son activité afin d'éviter tout accident ;

Article 4 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter.

Article 5 : Dégâts

En cas de dégradations de l'espace public (chaussées, trottoirs, bordures, panneaux, mobilier urbain, marquages au sol, végétation...) constatées par les services de la Ville, la remise en état sera effectuée aux frais du bénéficiaire de l'autorisation de stationnement.

Article 6 : Nature de l'autorisation et remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, elle ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, son bénéficiaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7 : Affichage

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux par le bénéficiaire

Article 8 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen – 53 Avenue Flaubert – 76000 ROUEN – dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. L'ampliation du présent arrêté sera adressée, aux fins d'exécution ou d'information chacun en ce qui le concerne, à :

- Le Demandeur,
- Police Municipale de la Ville de Bernay.

Aux fins d'exécution ou d'information chacun en ce qui le concerne.